



SocramBanque

2021

INFORMATIONS
RELATIVES
AU PILIER III





Sommaire

4	<i>OBJECTIF ET PÉRIMÈTRE DU RAPPORT</i>
6	<i>CHIFFRES CLEFS</i>
8	<i>GOUVERNANCE ET ORGANISATION DE LA GESTION DES RISQUES</i>
14	<i>COMPOSITION DES FONDS PROPRES</i>
16	<i>RISQUE DE CRÉDIT</i>
22	<i>RISQUES OPÉRATIONNELS ET DE NON CONFORMITÉ</i>
24	<i>RISQUES FINANCIERS</i>
26	<i>RATIOS DE SOLVABILITÉ</i>
27	<i>NIVEAU DE CAPITAL INTERNE ET SIMULATIONS DE CRISE</i>
28	<i>RATIO DE LEVIER</i>
29	<i>INFORMATIONS SUR LES ACTIFS GREVÉS ET NON GREVÉS</i>
30	<i>POLITIQUE ET PRATIQUES DE RÉMUNÉRATION</i>
32	<i>ANNEXES</i>

Objectif et périmètre du rapport

PRINCIPE DE PUBLICATION FINANCIÈRE

Le présent rapport a pour objectif de donner une information au public sur les fonds propres du groupe Socram Banque, leur adéquation en matière de couverture des risques inhérents aux activités et le dispositif de gestion des risques mis en place.

Le rapport a été établi en réponse aux exigences de transparence ou pilier III imposées par le règlement (UE) n° 575/2013 ou CRR sur les exigences prudentielles, en complément de la directive 2013/36/UE (ou CRD IV) sur l'activité et la surveillance des établissements de crédit et du règlement UE 2019/876 modifiant ce premier règlement (ci-après Règlement CRR2)

Le CRR2 a introduit une approche proportionnée en distinguant trois catégories d'établissements : les grands établissements, les établissements non complexes de petite taille.

Socram Banque en tant qu'établissement de petite taille, non complexe non coté se doit de publier les indicateurs clés (KM1) tels que prévus à l'article 447 du CRR2.

Le CRR2 a mis en œuvre un certain nombre de dispositions clés, telles que le ratio de financement stable net, le ratio de levier et les grands risques et a introduit de nouvelles exigences de publication pour les institutions sur tous les sujets prudentiels. La Commission a adopté des normes techniques d'exécution le 15 mars 2021 qui optimisent le cadre réglementaire des publications au titre du Pilier 3 pour les Établissements en rassemblant dans un texte unique et global la majeure partie des textes réglementaires antérieurs et donc des informations prudentielles à fournir. Le règlement d'exécution (UE) n°2021/637 du 15 mars 2021 (« Règlement P3 ») s'applique pour les dates de référence à compter du 30 juin 2021

Le rapport est publié une fois par année dans les quarante-cinq jours suivant la date de l'approbation des comptes consolidés du 31 décembre par

l'Assemblée générale. Il peut être consulté via le site Internet de Socram Banque (www.socrambanque.fr).

Les informations contenues dans le présent rapport se réfèrent aux comptes annuels consolidés au 31 décembre 2021 du groupe Socram Banque et elles correspondent aux éléments requis à l'article 447 de la partie 8 du CRR2. Aucune information, à l'exception de celles considérées comme non significatives, sensibles ou confidentielles (article 432 du CRR) n'est omise.

PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Le périmètre de consolidation comprend, en l'absence d'entités sous contrôle conjoint ou sous influence notable tels que définis aux articles 211-4 et 211-5 du règlement ANC 2020-01 du 6 mars 2020 :

- ▶ l'entité consolidante ;
- ▶ Les entités sous contrôle exclusif, sur lesquelles l'entreprise consolidante dispose du pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles afin de tirer avantage de ses activités ;
- ▶ Les entités ad hoc, au sens de l'article 211-5 du règlement ANC 2020-01 du 6 mars 2020 disposant d'une structure juridique distincte, créée spécifiquement pour gérer une opération ou un groupe d'opérations similaires pour le compte d'une autre entité. L'entité ad hoc est structurée ou organisée de manière telle que son activité n'est en fait exercée que pour le compte de cette autre entité, par mise à disposition d'actifs ou fourniture de biens, de services ou de capitaux. Une entité ad hoc est comprise dans le périmètre de consolidation dès lors qu'une ou plusieurs entités contrôlées ont en vertu de contrats, d'accords ou de clauses statutaires, le contrôle de l'entité.

Une entité est comprise dans le périmètre de consolidation dès lors que sa consolidation, ou celle du sous-groupe dont elle est l'entité consolidante, présente, seule ou avec d'autres entités en situation d'être consolidées, un caractère significatif par rapport aux comptes consolidés de l'ensemble des entités incluses dans le périmètre de consolidation.

Les entités contrôlées qui ne présentent pas un caractère significatif par rapport aux comptes consolidés peuvent être exclues du périmètre de consolidation. Toutefois, une entité peut être incluse dans le périmètre de consolidation nonobstant ce seuil, lorsque son activité ou son développement escompté lui confère la qualité d'investissement stratégique.

Entités consolidées	2021	
	Méthode de consolidation	% de contrôle et d'intérêt
Socram Banque	SM	
FCT TITRISOCRAM 2017	IG	100 %
SOCRAM Immo	IG	100 %
SCI du 24 février	IG	100 %
SCI 24/24	IG	100 %
SCI du Vieux Colombier	IG	100 %

SM : société mère IG : intégration globale

L'intégration globale consiste à :

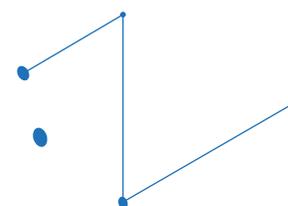
- ▶ intégrer dans les comptes de l'entité consolidante les éléments des comptes des entités consolidées, après retraitements éventuels ;
- ▶ répartir les capitaux propres et le résultat entre les intérêts de l'entité consolidante et les intérêts des autres actionnaires ou associés dits «intérêts minoritaires» ;
- ▶ éliminer les opérations et comptes entre l'entité intégrée globalement et les autres entités comprises dans le périmètre de consolidation.

Socram Banque n'a pas de participation non consolidée.

Le périmètre de surveillance prudentielle de Socram Banque comprend Socram Banque et les véhicules de titrisation FCT Titrisocram ; ce périmètre représente la base individuelle de suivi de Socram Banque.

Le cercle de consolidation relatif au calcul des exigences de fonds propres correspond au périmètre applicable à l'établissement des comptes annuels consolidés. Socram Banque publie ses comptes en « French Gap ».

Il n'y a pas eu de changement de périmètre en 2021.



Chiffres clefs

Ratio de solvabilité

Fonds propres de catégorie 1	230 866 k€
Fonds propres de catégorie 2	Néant
Expositions pondérées	1 064 382 K€
Ratio de solvabilité	21.69 %
Seuil réglementaire au 31/12/2021	10,50 %

Ratio de levier

Ratio de levier — selon définition définitive des fonds propres de catégorie 1	14,53%
--	--------

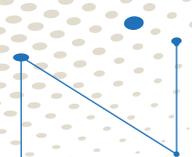
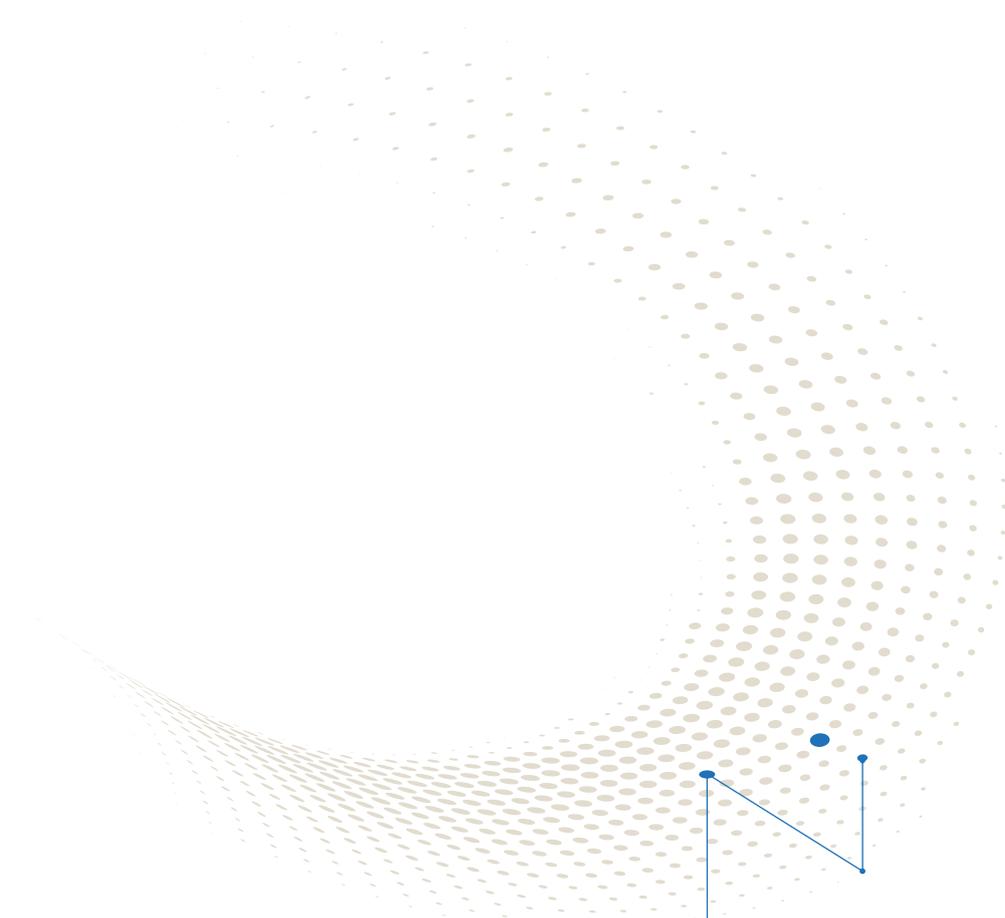
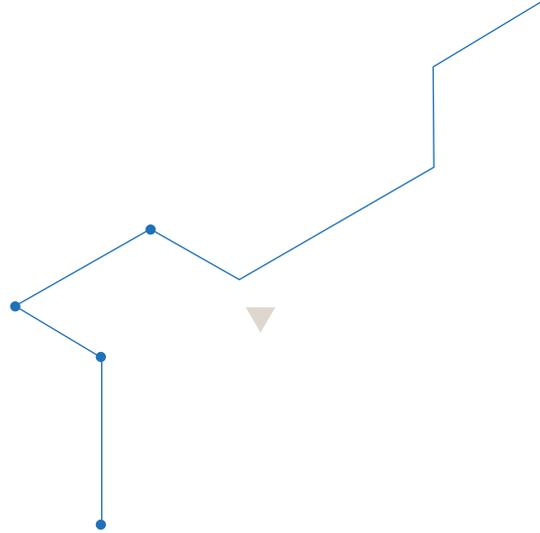
Ratio de liquidité LCR

Pour une obligation réglementaire de 100 %, calculé au 31 décembre 2021

Sorties nettes de Trésorerie	18 120 K€
Encours d'actifs liquides de haute qualité : Niveau 1	71 901 k€
Encours d'actifs liquides de haute qualité : Niveau 2	47 934 K€
Ratio LCR	396,81%

Le coefficient de division des risques

Le coefficient de division des risques : aucun encours sur un même client n'excède 25 % des fonds propres de Socram Banque.



Gouvernance et organisation de la gestion des risques

POLITIQUE DE GOUVERNANCE DES RISQUES

● POLITIQUE DE GOUVERNANCE DES RISQUES : PRINCIPES-CLÉS

La capacité à maîtriser les risques encourus ou potentiels dans ses activités au quotidien, à partager la bonne information, à prendre les mesures idoines en temps et en heure, à promouvoir un comportement responsable à tous les niveaux de l'entreprise, sont des facteurs-clés de la performance de Socram Banque et les piliers de son dispositif de gestion des risques.

Conformément aux exigences réglementaires (CRD V / CRR2), la Charte de politique d'organisation générale de Socram Banque, adoptée par sa Direction générale et son Conseil d'administration, est construite autour des principes suivants :

- l'identification des principaux risques auxquels Socram Banque doit faire face, au regard de son modèle économique, de sa stratégie et de l'environnement où elle opère ;
- la détermination et la formalisation de l'appétence au risque par le Conseil d'administration et sa prise en compte lors de la définition des objectifs stratégiques et commerciaux ;
- la clarification des rôles de différents intervenants dans la gestion des risques et une responsabilisation de l'ensemble du management

sur le respect de la Charte de politique d'organisation générale;

- l'amélioration des circuits de communication et des lignes de reporting permettant la remontée des alertes au niveau adéquat et le traitement à temps de tout dépassement éventuel des limites définies ;
- le contrôle des risques par des fonctions indépendantes des fonctions opérationnelles.

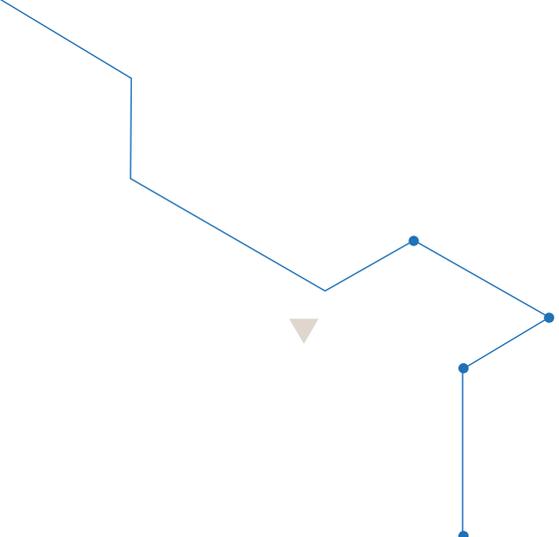
La Charte de politique d'organisation générale s'applique à l'ensemble des entités consolidées de Socram Banque et est déployée à tous les niveaux de l'organisation, dans chaque ligne métier, pour l'ensemble des risques et processus.

La liste des risques identifiés dans la cartographie de l'établissement fait l'objet d'une revue annuelle. Le cadre d'appétit au risque peut quant à lui être réprécisé et le dispositif de contrôle renforcé lorsque les risques de matérialisation ou la criticité d'un risque apparaissent plus forts.

Cette animation est réalisée sous la supervision du responsable de la Fonction de gestion des risques, également Dirigeant Effectif.

Les instances de gouvernance, les Dirigeants Effectifs d'une part et le Comité d'audit et des risques du Conseil d'administration d'autre part, veillent à la cohérence et à l'équilibre entre :

- la stratégie de développement et les objectifs commerciaux,

- 
- ▶ et la stratégie et les orientations en matière des risques.

La déclinaison de la politique générale de Socram Banque doit permettre de protéger les marges et les revenus sur l'ensemble de ses activités en répondant aux objectifs de rentabilité, de solvabilité et de sécurité.

Pour répondre à ces trois objectifs (rentabilité, solvabilité et sécurité), Socram Banque a défini les orientations suivantes par activité :

- ▶ La gestion financière a pour objectif principal de contribuer à sécuriser les ressources financières nécessaires aux activités de l'établissement en assurant l'équilibre entre l'obtention des meilleures conditions et les objectifs de sécurité, de solvabilité et de rentabilité,
- ▶ La gestion de l'activité de crédit doit permettre le développement des volumes de crédits et d'ouvertures de comptes en conciliant une qualité de service et un retour financier aux actionnaires avec une maîtrise des risques de crédit et de contrepartie,
- ▶ La gestion des activités opérationnelles doit permettre une maîtrise des risques opérationnels qui comprend les risques juridique, informatique, la sécurité du système d'information et de modèle) tout en conciliant qualité de service aux sociétaires et rendement financier pour satisfaire à ses exigences de solvabilité, et rémunérer ses actionnaires,
- ▶ La gestion de la conformité des activités doit permettre de maîtriser les risques de non-conformité y compris de réputation tout en veillant à apporter un service de qualité et à dégager un résultat suffisant pour satisfaire à ses exigences à ses exigences prudentielles et réglementaires, et rémunérer ses actionnaires.

Socram Banque dispose d'un ensemble de documents validés par son Conseil d'administration couvrant les sujets de risques. Le Conseil d'administration confirme que les systèmes de gestion des risques mis en place sont appropriés

pour préserver la liquidité et la solvabilité de l'entreprise dans le cadre de sa stratégie et eu égard à son profil de risque. Ces chartes fixent, notamment les orientations, les seuils et les limites en matière de risque de la stratégie de Socram Banque à respecter au sein de l'entreprise.

Le Comité d'audit et des risques du Conseil d'administration de Socram Banque s'assure du bon fonctionnement de ce dispositif qui fait l'objet d'une revue régulière et d'un suivi trimestriel via un tableau de bord.

La taille de la Banque et son profil de risque modéré ont conduit au choix des méthodes standards s'agissant de l'application du règlement (UE) 575/2013 du Parlement européen et du conseil du 26 juin 2013 modifié. Socram Banque n'intervient pas sur des produits complexes.

Il convient de préciser que le Conseil d'Administration de la banque du 26 mars 2020 a validé une nouvelle orientation stratégique qui prévoit le recentrage de l'activité sur l'octroi de crédits et la gestion de produits d'épargne et une fin de commercialisation des nouveaux comptes à vue. La banque assurera la continuité de services pour les comptes à vue existants au 31 mars 2020.

ORGANISATION DU CONTRÔLE INTERNE

LE CADRE DE CONTRÔLE INTERNE

Socram Banque a mis en œuvre son dispositif de contrôle interne pour répondre aux exigences de la réglementation bancaire, et notamment à l'arrêté du 3 novembre 2014.

Ce dispositif, piloté par les instances dirigeantes et intégré aux processus opérationnels, s'organise autour de deux directions, la Direction Risques et Conformité et la Direction Audit Interne, avec comme objectif la prévention et la maîtrise des différents risques liés à l'activité de Socram Banque.



Le contrôle du dispositif de pilotage des risques chez Socram Banque est assuré sur trois niveaux par des fonctions distinctes :

- a) Le premier niveau de contrôle est assuré par des agents exerçant des activités opérationnelles. Ces agents identifient les risques induits par leur activité et respectent les procédures et les limites fixées.
- b) Le deuxième niveau de contrôle est assuré par des agents exclusivement dédiés à la gestion des risques y compris le risque de non-conformité. Dans le cadre de cette mission, ces agents vérifient notamment que les risques ont été identifiés et gérés par le premier niveau de contrôle selon les règles et procédures prévues. Ce deuxième niveau de contrôle est assuré par la fonction de vérification de la conformité et la fonction de gestion des risques ou par une ou plusieurs unités indépendantes dédiées au deuxième niveau de contrôle.
- c) Le troisième niveau de contrôle est assuré par la fonction d'audit interne composée d'agents distincts de ceux réalisant les contrôles de premier et deuxième niveau. Les deux premiers niveaux de contrôle assurent le contrôle permanent de la conformité, de la sécurité et de la validation des opérations réalisées et du respect des autres diligences liées aux missions de la fonction de gestion des risques. Le troisième niveau de contrôle assure, au moyen d'enquêtes, le contrôle périodique de la conformité des opérations, du niveau de risque effectivement encouru, du respect des procédures, de l'efficacité et du caractère approprié des dispositifs mentionnés au a et b.

Dans ce cadre, les fonctions clés sont :

- La fonction gestion des risques
- La fonction contrôle permanent
- La fonction de vérification de la conformité
- La fonction d'audit interne

Ces fonctions s'étendent au dispositif et au contrôle interne en matière de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme et de gel des avoirs et d'interdiction de mise à disposition

ou d'utilisation des fonds ou des ressources économiques détaillé dans l'arrêté du 6 janvier 2021.

Ces différents niveaux rapportent aux instances ci-après :

- le Conseil d'administration et ses comités spécialisés, notamment le Comité d'audit et des risques,
- les Dirigeants Effectifs,
- les Comités opérationnels de gestion des risques au sein des fonctions de l'entreprise.

Le Comité d'audit et des risques rapporte au Conseil d'administration sur le niveau de maîtrise des risques.

Les mesures d'exposition sur chaque risque sont réalisées selon une fréquence adaptée à chaque risque. La Direction Risques et Conformité centralise la réalisation du tableau de bord trimestriel fourni au Comité d'audit et des risques.

LA GOUVERNANCE DE SOCGRAM BANQUE

La gouvernance de Socram Banque se décompose entre l'Organe de Surveillance et l'Organe de Direction.

Organe de Surveillance

-
Conseil d'Administration

-
Comité d'Audit et des Risques

-
Comités des Rémunérations

Organe de Direction

-
Directeur Général

-
Directeur Général Délégué

-
CODIR
Instance réunissant les Dirigeants Effectifs et les Directeurs de l'entité

Le Conseil d'administration, conformément aux statuts, détermine les orientations de l'activité de la société et veille à leur mise en œuvre.

Sous réserve des pouvoirs expressément attribués par l'Assemblée générale et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la société et règle par ses délibérations les affaires.

● LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Les membres du Conseil d'administration, comme les Dirigeants Effectifs, ont été nommés sur la base de leur honorabilité, leurs connaissances de l'activité et des métiers de la société, leurs compétences techniques et générales, ainsi que de leur expérience, issue pour certains, de leur fonction dans les sociétés actionnaires.

Ils disposent par ailleurs collectivement des connaissances, des compétences et de l'expérience nécessaires à la compréhension de l'ensemble des activités de la société, y compris les principaux risques auxquels elle est exposée.

Chacun exerce ses fonctions dans le respect de la réglementation en vigueur concernant la limitation de cumul des mandats.

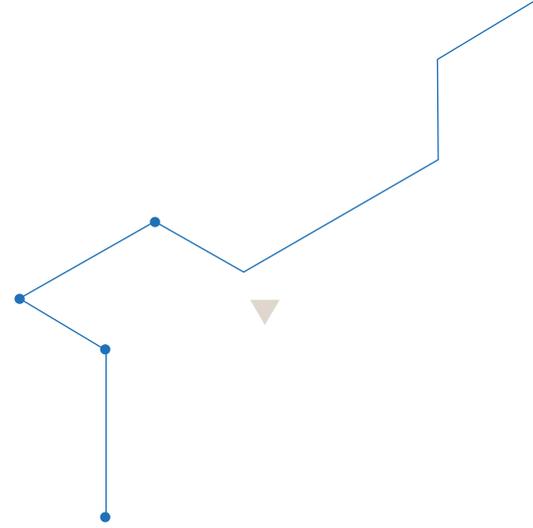
● LE COMITÉ D'AUDIT ET DES RISQUES

Le Comité des risques conseille le Conseil d'administration sur la stratégie et l'appétence en matière de risques de toute nature, tant actuels que futurs, et l'assiste lorsque celui-ci contrôle la mise en œuvre de cette stratégie. Ce Comité s'est réuni quatre fois au cours de l'exercice 2021. Il a notamment pour mission :

- ▶ Dans son rôle de Comité d'audit (au sens du Code de commerce, art. L823-19) :
 - d'assurer le suivi du processus d'élaboration de l'information financière et formule le cas échéant des recommandations pour en garantir l'intégrité,
 - d'assurer le suivi de l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques dans le

domaine de l'information financière,

- d'analyser les comptes ainsi que les documents financiers diffusés par la société à l'occasion de l'arrêté des comptes et en approfondit certains éléments avant qu'ils soient présentés au Conseil d'administration,
 - de formuler un avis sur le choix des Commissaires aux comptes, veiller à leur indépendance, examiner leur programme d'intervention ainsi que leurs recommandations et les suites données par la Direction Générale
 - d'approuver des services autres que la certification des comptes (SAC) fournis par les CAC,
 - de prendre connaissance, pour la partie ayant des conséquences directes sur les comptes de la Banque, des rapports d'audit interne et de l'ACPR.
- ▶ Dans son rôle de Comité des risques (selon le Code monétaire et financier, art. L511-92 à L511-97) :
- de conseiller le Conseil d'administration sur la stratégie globale de l'établissement et sur son appétence en matière de risques tant actuels que futurs sur la base de son analyse, au moins deux fois par an, des principales zones de risques (à l'exclusion de ceux relatifs à la véracité des comptes et de l'information financière) et des renseignements tirés de leur surveillance. Il examine en particulier dans ce cadre, les grandes orientations de la politique de crédit de Socram Banque (marchés, canaux de distribution et produits distribués), les limites de risques et les conditions dans lesquelles elles sont respectées
 - d'examiner si les prix des produits et services mentionnés aux livres I et II du Code monétaire et financier proposés aux clients sont compatibles avec la stratégie en matière de risques de l'établissement. A défaut, il présente un plan d'action au Conseil d'administration.
 - d'examiner si les incitations prévues par la politique et les pratiques des rémunérations de l'établissement sont compatibles avec la situation de ce dernier au regard, notamment, des risques auxquels il est exposé, de son capital,



- de sa liquidité,
- d'examiner régulièrement les stratégies, politiques, procédures, systèmes, outils et limites en matière de risque de liquidité et communiquer ses conclusions au Conseil d'administration,
- s'assurer de la diffusion d'une culture du risque, du Code de déontologie et du Code de conduite relatif à la lutte contre la corruption et le trafic d'influence et de conflits d'intérêts et d'une politique nouveaux produits,
- d'examiner régulièrement les politiques mises en place pour se conformer à l'arrêté du 3 novembre 2014 modifié,
- d'analyser les résultats du dispositif de contrôle interne deux fois par an, et, en particulier, examiner dans ce cadre les principales conclusions de l'audit interne, les mesures correctrices, ainsi que celles de l'ACPR,
- d'évaluer le système de contrôle interne et son efficacité, et, en particulier dans ce cadre, les rapports annuels préconisés par la réglementation bancaire avant présentation au Conseil.

● LE COMITÉ DES RÉMUNÉRATIONS

Le Comité des rémunérations s'est réuni 2 fois en 2021. Il a notamment eu pour mission l'examen de la politique de rémunération et du système de part variable de Socram Banque pour 2021. Le Comité a également examiné la rémunération des mandataires sociaux, la politique de rémunération des personnes ayant une incidence sur le risque et la gestion des risques et le dispositif de rémunération variable.

Les missions du Comité des rémunérations sont (Code monétaire et financier, art. L511-102) :

- d'examiner annuellement :
 - les principes généraux de la politique de rémunération de l'entreprise,
 - les rémunérations, indemnités et avantages de toute nature accordés aux mandataires sociaux de l'entreprise,

- la politique de rémunération des preneurs de risques, des personnes exerçant des fonctions de contrôle ainsi que tout salarié qui, au vu de ses revenus globaux, se trouvent dans la même tranche de rémunération, dont les activités professionnelles ont une incidence significative sur le profil de risque de l'entreprise tel que défini dans la Politique de rémunération et s'assure de la neutralité de la politique de rémunération du point de vue du genre,
- de contrôler directement la rémunération du responsable de la Fonction de gestion des risques et de la Fonction de vérification de la conformité.

● LES DIRIGEANTS EFFECTIFS

Les Dirigeants Effectifs, conformément aux statuts, sont investis des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de Socram Banque, dans le cadre de l'objet social et sous réserve des décisions nécessitant l'autorisation préalable en vertu de la loi ou des statuts.

Les Dirigeants Effectifs représentent Socram Banque dans ses rapports avec les tiers.

Au titre de son agrément bancaire, les Dirigeants Effectifs de Socram Banque exercent les missions réglementaires suivantes, ils :

- s'assurent de la conformité de l'établissement envers les obligations de l'arrêté du 3 novembre 2014 modifié et de l'arrêté du 6 janvier 2021 relatif au dispositif LCB/FT,
- désignent les fonctions clés de l'établissement prévues par l'arrêté du 3 novembre 2014 modifié et par l'arrêté du 6 janvier 2021 comprenant les intervenants du dispositif de LCB/FT,
- évaluent et contrôlent périodiquement l'efficacité des dispositifs et procédures mis en place pour se conformer à l'arrêté du 3 novembre 2014 modifié et à l'arrêté du 6 janvier 2021,
- définissent son niveau de tolérance au risque de liquidité et communique à l'ACPR ce dernier et les limites mises en place,
- définissent les limites de gestion des risques et proposent les seuils de significativité,

- ▶ communiquent à l'ACPR les critères et seuils de significativité,
- ▶ informent sans délai l'ACPR en cas d'incidents significatif (art. 249),
- ▶ prennent les mesures correctrices nécessaires pour remédier aux incidents importants et insuffisances en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme et de gel des avoirs et d'interdiction de mise à disposition ou d'utilisation des fonds ou ressources économiques,
- ▶ s'assurent que les ressources allouées à la gestion des opérations informatiques, à la sécurité du système d'information ainsi qu'à la continuité d'activité sont suffisantes pour que Socram Banque remplisse ses missions,
- ▶ informent l'Organe de Surveillance, au moins une fois par an :
 - des éléments essentiels de l'analyse et du suivi des risques associés à l'activité et aux résultats, ainsi que l'analyse des opérations de crédit et la surveillance de risque de non-conformité,
 - des mesures prises pour assurer la continuité de l'activité et l'appréciation portée sur l'efficacité des dispositifs,
 - des mesures prises pour assurer le contrôle des activités externalisées et des risques éventuels qui en résultent.
- ▶ adressent les documents ci-dessus à l'ACPR y compris les PV de réunions au cours desquelles ces documents ont été examinés (art. 253, arrêté du 3

novembre 2014 modifié),

- ▶ examinent les rapports de l'audit interne et suivent les plans d'actions de correction.

Afin d'être en mesure d'exercer leur rôle, les Dirigeants Effectifs sont informés des :

- ▶ évolutions des risques encourus par Socram Banque,
- ▶ incidents significatifs y compris en matière de LCB-FT, de lutte contre la corruption et le trafic d'influence, des conflits d'intérêt et les insuffisances du dispositif en place.

Pour mener à bien leurs missions, les Dirigeants Effectifs s'appuient entre autre sur le Comité de Direction, la Direction des Risques et de la Conformité, la Direction de l'Audit Interne, des comités internes thématiques, des directions et des comités dédiés au pilotage des prestations de services essentielles externalisées.

• PROFIL DE RISQUE

Le profil de risque est déterminé par l'ensemble des risques inhérents aux activités qu'exerce Socram Banque, qui sont identifiés dans la cartographie des risques et qui font régulièrement l'objet d'une évaluation.

Le profil de risque est pris en compte pour élaborer et mettre en place des règles de gestion desdits risques, afin notamment d'orienter la prise de décisions sur les risques en ligne avec le niveau d'appétence au risque du Conseil d'administration et la stratégie.

La surveillance du profil de risque s'effectue via des indicateurs et des limites suivis trimestriellement dans le tableau de bord des risques présentés au Comité d'audit et des risques. En cas de dépassement des seuils définis, un plan d'action spécifique est mis en place.

Dans le cadre de son activité Socram Banque est exposée aux risques suivants :

Risques liés à l'activité financière

Risque de taux	Socrac Banque souhaite restreindre son exposition au risque de taux au risque engendré par l'adossent des opérations de crédits avec les différentes ressources de refinancement dont dispose la banque (dépôts de la clientèle, opérations financières...). Ce risque est encadré par des limites en sensibilité à une variation des taux à la hausse comme à la baisse.
Risque de liquidité	Socrac Banque fait en sorte de respecter l'ensemble des ratios réglementaires relatifs à la liquidité avec une marge de sécurité par rapport aux obligations définies par le régulateur.
Risque de contrepartie et de concentration	Socrac Banque souhaite fortement limiter le risque de contrepartie. Ceci passe par une diversification des contreparties bancaires et des émetteurs de produits pour le placement des excédents de liquidités, pour les engagements de financements et pour les dérivés, par une sélection de contreparties de qualité (notation).
Risque de titrisation	Socrac Banque réalise ses opérations de titrisation qui ont uniquement vocation à assurer le refinancement de la banque dans de bonnes conditions économiques. Dans le cadre des opérations de titrisation, les impacts de la dégradation de l'image de Socrac Banque sont évalués via la prise en compte de cette hypothèse dans les scénarii de stress.

Risques liés à l'activité crédits

Risque de crédit et de contrepartie	Socrac Banque fait en sorte de contenir le taux de client douteux et litigieux et le taux de pertes sur les encours de crédit.
Risque de concentration	Bien que Socrac Banque bénéficie d'un émiettement de son portefeuille, Socrac Banque fait en sorte de limiter son exposition par contrepartie ou groupe de contrepartie à un niveau lui paraissant raisonnable au regard du risque encouru.

Risques liés aux activités opérationnelles (1)

Risque opérationnel	Socrac Banque fait en sorte de contenir les pertes financières en s'assurant que le dispositif de maîtrise des risques opérationnels est fiable et efficace. Ce risque comprend les événements liés aux : fraudes, aux dysfonctionnements de l'activité et des systèmes, au risque informatique, à la sécurité du système d'information et cyber, défauts d'exécution et Prestations Essentielles Externalisées.
Risque de non-conformité	Socrac Banque veille à contenir les différentes natures de sanctions et limiter les litiges en s'assurant que le dispositif de maîtrise du risque de non-conformité est fiable et efficace. Ce risque comprend les événements liés à la LCB-FT la lutte contre la corruption et le trafic d'influence et à la protection de la clientèle.

(1) Intègre le risque de non-conformité comme prévu par le règlement de Bâle. Néanmoins, une charte décrivant la politique de gestion de la conformité des activités lui a été dédiée.

Les risques juridiques et de réputation sont pris en compte pour évaluer la gravité des risques cités ci-dessus. Cette estimation venant compléter l'évaluation des impacts financiers de ces différents risques.

Socrac Banque n'est pas exposée au risque de marché.

Composition des fonds propres

Depuis le 1^{er} janvier 2014, les fonds propres prudentiels sont déterminés conformément à la partie II du règlement (UE) n°575/2013 du Parlement européen et du conseil du 26 juin 2013 concernant les exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement (dit « CRR »), complété par des normes techniques (règlements délégués et d'exécution UE de la Commission européenne) et du règlement UE 2019/876 modifiant ce premier règlement (CRR2).

Les fonds propres sont désormais constitués par la somme :

- des fonds propres de catégorie 1, comprenant les fonds propres de base de catégorie 1 (Common Equity Tier 1 Capital - CET1) nets de déductions et les fonds propres additionnels de catégorie 1 (Additional Tier One Capital - AT1) nets de déductions,
- des fonds propres de catégorie 2 (Tier 2 Capital – T2) nets de déductions.

Le règlement européen prévoit une période transitoire de mise en conformité des établissements de crédit. À ce titre, certains éléments de fonds propres bénéficient de clauses transitoires.

Fonds propres de catégorie 1

Les fonds propres de base de catégorie 1 correspondent aux instruments de capital social et aux primes d'émission associées, aux réserves (dont celles sur les autres éléments du résultat global accumulés), aux résultats non distribués. Il est exigé une totale flexibilité des paiements et les instruments doivent être perpétuels.

Les fonds propres additionnels de catégorie 1 correspondent aux instruments de dette perpétuelle, dégagés de toute incitation ou obligation de remboursement.

Les fonds propres sont déterminés à partir des capitaux propres comptables, calculés sur le périmètre prudentiel, après déduction des éléments d'actif incorporel.

Fonds propres additionnels de catégorie 1

Néant

Fonds propres de catégorie 2

Néant

INFORMATIONS QUALITATIVES SUR LES INSTRUMENTS DE FONDS PROPRES

Les fonds propres de catégorie 1 n'incluent que des instruments de capital ne présentant aucun particularisme financier ou juridique. Les primes d'émission proviennent des opérations d'augmentation de capital.

Risque de crédit

EXPOSITIONS ET MÉTHODES

Le risque de crédit et de contrepartie correspond au risque d'insolvabilité de l'une des contreparties financières ou d'un client avec qui Socram Banque est contractuellement liée, notamment en matière de prêts ou de créances découlant d'instruments financiers.

Le risque de crédit et de contrepartie s'articule autour des activités de crédit à la clientèle et de celles inhérentes aux opérations ou positions interbancaires.

CLIENTÈLE

Socram Banque limite l'accès au crédit aux seuls sociétaires et clients des Mutuelles ; celles-ci exercent une sélection à priori, ce qui contribue à maintenir le critère de qualité de la population emprunteuse.

La distribution du crédit est réalisée sur du crédit consommation, majoritairement crédit acquisition automobile (plus de 90 % des fonds mis à disposition).

L'analyse de la rentabilité des opérations de crédit réalisée de manière régulière permet d'ajuster la tarification des produits dans le cadre des décisions du Comité pilotage économique et tarification.

La tarification de la gamme produit décidée dans ce cadre est déclinée pour l'ensemble des dossiers octroyés, sans différenciation de tarif au sein d'un même type de produit, hors modulation des distributeurs.

Le dispositif global de maîtrise et de gestion des risques de crédit est sous la responsabilité de la Direction Risques et Conformité chargée de procéder à l'analyse et à la surveillance des risques, d'effectuer les contrôles nécessaires et les reportings à destination du Comité risques et conformité, et de préconiser les ajustements de règles en fonction de son appréhension des risques de contrepartie de la Banque et de l'évolution de l'environnement économique et réglementaire.

- Dispositif de sélection des opérations et couverture du risque de crédit

Le processus d'octroi de crédit est décrit et encadré par des procédures dédiées à disposition des collaborateurs.

Socram Banque utilise des systèmes avancés de scores et de filtres pour évaluer la capacité des clients particuliers à faire face à leurs engagements. Ces informations permettent de prendre en compte les éléments relatifs au profil assuranciel et bancaire des clients afin de contenir le risque global de Socram Banque.

Socram Banque dispose pour son risque de crédit de plusieurs typologies de couverture, ces couvertures ne sont pas prises en compte en tant que mécanisme d'atténuation du risque :

- Fonds de garantie (FDG), chaque emprunteur contribue à hauteur de 2 % du montant emprunté au FDG mutuel. Ce montant est remboursé après la bonne fin du crédit,
- Gage, en fonction de l'analyse du risque, Socram Banque prend des gages sur certains crédits automobiles.

Enfin, de façon facultative, les emprunteurs souscrivent à une assurance décès invalidité qui sécurise également le remboursement des crédits.

- Éléments d'analyse de l'évolution des marges.

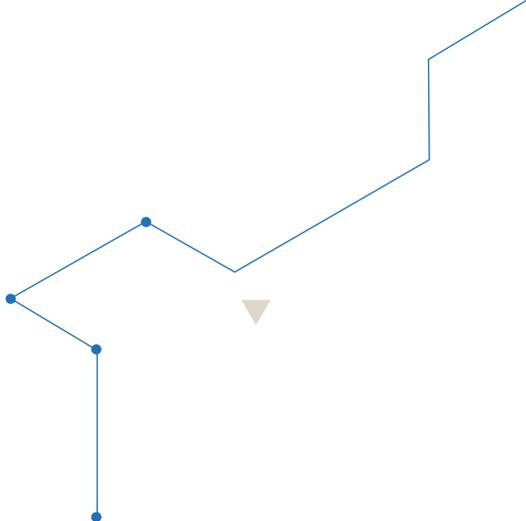
Socram Banque analyse de manière régulière le niveau de ses marges et l'impact sur la rentabilité. Ce calcul de la rentabilité, et l'analyse des marges ont été réalisés sur la durée de vie des crédits en tenant compte des lois de remboursements anticipés.

RISQUE DE CONCENTRATION

- Risque de concentration par contrepartie

Socram Banque n'est à ce jour pas exposée au risque de concentration sur les contreparties au vu de la structure de son portefeuille.

Compte tenu des montants très divisés de ses engagements, Socram Banque n'a pas déployé de dispositif spécifique pour suivre le risque de



concentration sur son risque de crédit.

Les reportings transmis par la Direction Risques et Conformité aux Dirigeants Effectifs et portant sur le risque de crédit permettent un suivi du niveau de risque global du portefeuille (suivi qualitatif, niveau des incidents de paiement, niveau des douteux). Ces deux derniers éléments font l'objet d'une communication trimestrielle auprès du Comité d'audit et des risques.

▸ Risque de concentration sectorielle

Socram Banque réalise son activité de crédit auprès d'une clientèle quasi-exclusivement de particuliers sur du crédit consommation destiné à l'acquisition de véhicules.

▸ Risque de concentration géographique

Activité exclusivement réalisée en France.

DISPOSITIF DE GESTION DU RISQUE DE CRÉDIT

Dans le cadre de sa gestion du risque de crédit, Socram Banque a adopté une approche d'appréhension de ses risques adaptée à son modèle d'activité (gouvernance, fixation de limites, ...) dans le cadre de la méthode standard en ce qui concerne l'exigence en capital au titre du règlement (UE) 575/2013 du Parlement européen et du conseil du 26 juin 2013, modifié par le règlement UE 2019/876 (Règlement CRR2)

Il a été estimé, en cohérence avec les dispositions réglementaires, que les calculs réglementaires étaient ainsi une bonne estimation, voire un majorant, quant au besoin de fonds propres à mettre en face des risques de la Banque, sachant que, la Banque adopte une politique prudente en matière de provisionnement et qu'elle n'utilise pas ses mécanismes de garantie en atténuation de son risque.

L'allocation des fonds propres de la Banque, fondée sur la consommation réglementaire, est

ainsi déterminée en fonction des perspectives de développement des activités dans le cadre de la planification stratégique opérationnelle.

L'octroi de crédits ou l'engagement pris vis-à-vis d'une contrepartie (découvert par exemple), matérialisé par une autorisation, ne peut s'envisager qu'à l'intérieur de limites et en suivant des règles de diversification des risques.

Les limites sont révisées régulièrement. Elles sont examinées par le Comité Risques et Conformité. Elles sont fixées en montant brut, c'est-à-dire sans tenir compte des garanties fournies par la contrepartie. Elles sont intégrées dans le schéma délégataire.

Par ailleurs, la Banque s'assure du respect des limites réglementaires des grands risques fixées dans la quatrième partie du règlement (UE) 575/2013 du Parlement européen et du conseil du 26 juin 2013 modifié par le règlement UE 2019/876 (Règlement CRR2).

Dans le cadre de la surveillance des risques de crédits le Comité Risques et Conformité réalise le suivi des encours, des limites, des garanties, pertes.

▸ Déclassement et provisionnement des créances douteuses et provisions sur encours sains dégradés.

Les encours sont qualifiés de douteux lorsque :

- Une ou plusieurs échéances demeurent en impayées depuis plus de trois mois pour les crédits consommation, les crédits d'équipement et de trésorerie,
- Le solde du compte à vue est en dépassement de son autorisation depuis plus de 90 jours,
- Les encours ayant un caractère contentieux (redressement judiciaire, liquidation judiciaire, procédure de surendettement, faillite personnelle, ...) sont déclassés en douteux.

Les encours sont qualifiés de douteux compromis lorsque la déchéance du terme est prononcée et au plus tard un an après leur classification en encours douteux.

Le coût du risque comptable, qui reflète la variation

du stock de provisions, les passages en perte des créances irrécouvrables ainsi que les recouvrements après passage en perte, est la métrique principale de gestion du risque. Le montant des provisions pour risque de crédit est déterminé principalement selon une approche statistique de l'observation du taux de recouvrement des encours douteux.

La provision pour risques et charges de 3 049 Ke enregistrée fin 2020 sur les encours sains ayant fait l'objet d'un réaménagement en 2020 n'a pas été reconduite fin 2021. L'application de la nouvelle définition du défaut a entraîné la constatation d'un déclassement additionnel de 9,5 Millions d'euros d'encours de crédits par rapport aux anciens critères avec un taux de couverture de 32%. La banque a également constaté une dotation au fonds pour risques bancaires généraux de 3 millions d'euros dont 2,2 millions sur le risque de crédit.

De ce fait, toute dégradation de la qualité des encours et de la performance du recouvrement se traduit par une hausse de la charge de provisions.

● TECHNIQUES D'ATTÉNUATION DU RISQUE DE CRÉDIT

Socram Banque n'utilise pas de techniques d'atténuation du risque de crédit.

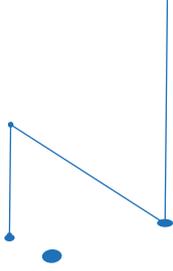
RISQUE D'AJUSTEMENT DE L'ÉVALUATION DE CRÉDIT

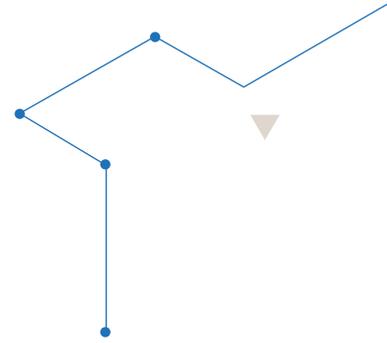
Socram Banque n'a pas d'ajustement de l'évaluation de crédit.

ADAPTATIONS PRISES POUR SE METTRE EN CONFORMITÉ AVEC LES ORIENTATIONS DE L'ABE SUR L'APPLICATION DE LA DÉFINITION DU DÉFAUT QUI SONT ENTRÉES EN VIGUEUR DEPUIS LE 1^{ER} JANVIER 2021.

Les travaux sur la nouvelle définition du défaut se sont réalisés en 2021 pour tenir compte de l'évolution de la réglementation et des études ont été menées pour voir comment adapter les règles internes

de Socram Banque à ces nouvelles exigences. Ces dernières instaurent plusieurs changements, en particulier sur les seuils de matérialité des impayés et également sur des critères devant amener un déclassement y compris avant la constatation d'un impayé de plus de 90 jours. En outre, les règles de reclassement, en particulier pour les encours réaménagés sont beaucoup plus encadrées.





Risques opérationnels et de non-conformité

Le positionnement de la Banque, sa taille et son profil de risque modéré ont conduit au choix de la méthode indicateur standard s'agissant de la directive de mise en œuvre du ratio européen de solvabilité, Bâle II.

Sa politique de gestion des risques opérationnels s'inscrit dans le cadre de ses choix stratégiques et de maîtrise de l'ensemble de ses risques par la Banque (approche globale des risques), du respect des réglementations applicables, de la prise en compte des « saines pratiques pour la gestion et la surveillance des risques » définies par le Comité de Bâle. Elle intègre par ailleurs la prise en compte du risque d'atteinte à la réputation.

Sa politique de gestion des risques opérationnels repose sur l'identification des risques inhérents à chaque activité (approche bottom-up), l'évaluation périodique de leur criticité pour la Banque (cartographie des risques opérationnels et modélisation de scénarios) et une démarche de recensement des incidents avérés. Ce dispositif est complété par un dispositif de reporting et d'alertes et d'une démarche d'amélioration des dispositifs de maîtrise existants.

La politique de gestion des risques opérationnels est détaillée dans son ensemble, exposée dans la Charte de gestion des activités et des risques opérationnels validée par le Conseil d'administration. Un ensemble

de procédures mis à disposition du personnel encadre la démarche de cartographie des risques, les obligations en matière de recensement et de traitement des incidents opérationnels et les règles d'élaboration et de communication des reportings.

Socram Banque est exposée à des risques de pertes découlant soit d'événements extérieurs, soit d'inadéquations et de défaillances de ses processus, de son personnel ou de ses systèmes internes. Le risque opérationnel auquel Socram Banque est exposée inclut notamment les risques liés à des événements de faible probabilité d'occurrence mais à fort impact tel que le risque d'interruption des activités en raison d'indisponibilité de locaux, de collaborateurs ou de systèmes d'information.

IDENTIFICATION ET ÉVALUATION DU RISQUE OPERATIONNEL

Privilégiant l'approche du risque par la cause (i.e. événement de risque observé), le référentiel des risques opérationnels de la Banque recense les principaux risques inhérents à chaque activité exercée en direct ou déléguée à des prestataires essentiels. Il repose sur une analyse des processus de la Banque réalisée par la Direction Risques et Conformité en liaison avec les responsables d'activité. Une démarche de revue de la cartographie des risques opérationnels est déployée périodiquement : elle vise à évaluer et à hiérarchiser par niveau de

criticité les risques significatifs identifiés dans le référentiel des risques. Les actions de maîtrise du risque qui s'imposent sont mises en place par le Comité risques et conformité. Ces plans d'actions sont ensuite formalisés et suivis par la Direction Risques et Conformité. Socram Banque est exposée à plusieurs types de risques :

- ▶ Risques liés à l'exercice de son cœur de métier : les erreurs d'exécution constituent à ce jour en volume la principale cause de risques opérationnels,
- ▶ Risques liés à son modèle d'organisation et de distribution: la Banque externalise une partie de ses activités cœur de métier, s'exposant ainsi aux risques de non continuité d'activité et de non-conformité des prestations fournies,
- ▶ Risque de réputation : Socram Banque est exposée à un risque de dégradation de la perception de ses clients, de ses contreparties, de ses investisseurs ou du superviseur, pouvant l'affecter défavorablement. Socram Banque a mis en place une gouvernance d'entreprise permettant une gestion efficiente des risques de conformité. Grâce à l'élaboration d'indicateurs et à leur analyse, le suivi de ce risque permet de mener, le cas échéant, des actions correctrices,
- ▶ Risque informatique : l'activité de Socram Banque dépend en partie du bon fonctionnement de son informatique. Socram Banque dispose d'un plan de continuité d'activité pour se prémunir de ce risque.

DISPOSITIF DE COLLECTE DES INCIDENTS

Un processus de collecte des incidents opérationnels subis par Socram Banque est en place. Il vise à recenser au fil de l'eau et sous un format homogène l'ensemble des incidents opérationnels de la Banque. La déclaration des incidents est effectuée par l'ensemble des collaborateurs de l'établissement. Les incidents opérationnels sont recensés dès leur détection, qu'ils aient ou non un impact financier (pas de seuil minimum de déclaration).

● **PROGRAMME D'ASSURANCE**

Socram Banque dispose d'assurances, validées par les Dirigeants Effectifs. Ces assurances prennent en compte les standards de la place en matière de couverture responsabilité civile professionnelle, responsabilité civile d'exploitation, responsabilité civile professionnelle pour l'activité d'intermédiaire en opérations d'assurance, « globale de banque », « perte d'activité bancaire » et risques majeurs pour les cartes bancaires.



Risques financiers

La gestion de ces risques procède de la gestion globale du bilan bancaire. La politique de couverture se base sur la sensibilité des résultats, de ses fonds propres et des équilibres bilanciaux pour orienter la politique financière et/ou commerciale. La politique de gestion des risques financiers est décrite dans la Charte de gestion financière et des risques financiers.

- **RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊTS**

Le risque de taux est suivi au travers de différents gaps de taux, en statique, et par des calculs de sensibilité de la MNI du bilan et du résultat encadrés par des autorisations de risques spécifiques.

En outre, le Comité de gestion financière et risques financiers et/ou le Comité Risques et Conformité suit également périodiquement d'autres stress scénarios de taux sur la MNI du bilan : +/-100bp, +/-200bp.

- **RISQUE DE LIQUIDITÉ**

La politique de gestion du risque de liquidité consiste à faire en sorte que Socram Banque soit à tout moment en mesure d'honorer ses engagements vis à vis de la clientèle, de satisfaire les normes prudentielles, de maintenir au niveau le plus faible le coût de son refinancement et de faire face à d'éventuelles crises de liquidité.

La taille et la nature du bilan de la Banque ainsi que sa structure de ressources provenant de sa clientèle sont inférieures aux crédits octroyés. Cependant, son

exposition au risque de liquidité reste faible. En effet, les principales sources de financement structurelles sont : fonds propres, collecte comptes à vue et livrets d'épargne, émission de titres de créance négociables, émission de titrisation.

- **RISQUE DE CONTREPARTIE ET DE CONCENTRATION**

- Contreparties bancaires

Les opérations sur les marchés financiers résultent principalement du remplacement des excédents de trésorerie. Les contreparties bancaires avec lesquelles Socram Banque collabore font l'objet d'une analyse financière approfondie et de critères de sélection exigeants. Les expositions sur les contreparties bancaires sont suivies régulièrement et les limites accordées font l'objet de mises à jour périodiques si la dégradation des conditions financières de certaines d'entre elles l'exige. Ces contreparties sont examinées dans le cadre du Comité de gestion financière et des risques financiers par l'intermédiaire du suivi des grands risques. Cet indicateur est intégré dans le tableau de bord communiqué trimestriellement au Comité d'audit et des risques.

Les opérations de placement ne font pas l'objet de couverture pour réduire l'exposition de crédit.

- **TITRISATION**

Socram Banque utilise la titrisation comme un

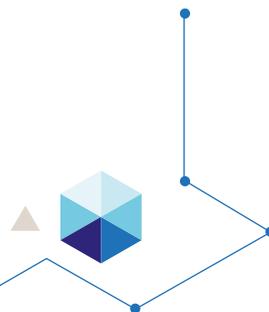
instrument de diversification de son refinancement. L'établissement agit exclusivement dans un objectif de refinancement de ses activités et n'investit pas dans des titrisations dont les créances sous-jacentes sont originées par des sociétés hors groupe.

Dans le cadre de ses activités de refinancement, Socram Banque titrise certaines créances accordées à la clientèle de particuliers. Les titres créés dans le cadre de ces opérations permettent à la Banque soit de se refinancer, soit d'accroître son encours d'actifs pouvant être utilisé comme collatéral auprès de la Banque Centrale Européenne.

Au titre de la réglementation prudentielle, aucun transfert de risque considéré comme significatif n'a été constaté suite à ces opérations. Elles n'ont pas d'impact sur le capital réglementaire. Les véhicules portant les créances cédées sont consolidés par Socram Banque.

Toutes les opérations de titrisation du groupe répondent à l'exigence de rétention de 5 % du capital économique mentionné à l'article 405 du règlement (UE) n° 575/2013 modifié par le règlement UE 2019/876 (Règlement CRR2).

Au 31 décembre, les sécurités apportées par Socram Banque aux Fonds Commun de Titrisation se limitent au fonds de réserve qui s'élève à 426 K€ et aux parts résiduelles de 300 €.



Ratios de solvabilité

● FONDS PROPRES PONDÉRÉS CONSOLIDÉS EN COUVERTURE DES RISQUES

Les exigences prudentielles sont déterminées conformément aux textes et dispositions transitoires applicables à compter du 1^{er} janvier 2014 aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement, publiés au Journal Officiel de l'Union européenne le 26 juin 2013 : règlement (UE) n° 575/2013 modifié par le règlement UE 2019/876 (Règlement CRR2) et directive 2013/36/EU transposée par l'ordonnance n° 2014-158 du 20 février 2014 modifiée par la Directive (2019/878/UE) (la CRD V).

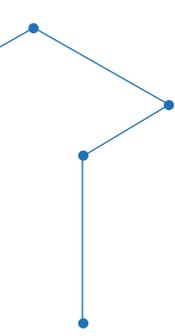
La réglementation prudentielle impose un suivi permanent du ratio de solvabilité européen, rapport entre le niveau des fonds propres réglementaires et les encours pondérés (risque de crédit, risque de marché, risque opérationnel) selon des règles définies.

Les fonds propres exigibles sont déterminés en vue de couvrir les risques de crédit et opérationnel. Ils sont fonction d'une approche réglementaire retenue et propre à chaque typologie de risque :

Typologie de risque / Approche réglementaire

- Risque de crédit : Approche standard
- Risque opérationnel : Indicateur de base

Socram Banque respecte les exigences de coussin de fonds propres de conservation et de coussin de fonds propres contracyclique. Au 31 décembre 2021, le taux de coussin contracyclique est nul.



Niveau de capital interne et simulations de crise

- ▶ Des scénarios de crise sont simulés périodiquement dans les différentes catégories de risque : opérationnel, crédit, liquidité, taux. Les résultats sont présentés en Comité risques et conformité pour les risques opérationnels et de non-conformité ainsi que le risque de crédit, en Comité pilotage économique et tarification et en Comité gestion financière et risques financiers pour les risques de liquidité et taux. L'ensemble de ces scénarios est repris dans le tableau de bord des risques financiers présenté aux Dirigeants Effectifs et au Comité d'audit et des risques.
- ▶ La banque n'utilise pas de système de notation de ses créances clientèles,
- ▶ Le besoin en capital interne correspond à l'évaluation des fonds propres nécessaires pour faire face à l'ensemble des risques de Socram Banque (Pilier I + Pilier II),
- ▶ Il correspond à la valeur plancher en termes de capital que le management estime nécessaire pour faire face à son profil de risque et à sa stratégie,
- ▶ Le suivi du capital est mis en œuvre par la Direction Finance Comptabilité et Pilotage Economique sous la supervision de la Direction Risques et Conformité avec l'aval des Dirigeants Effectifs sous le contrôle du Conseil d'administration de Socram Banque,
- ▶ La politique de Socram Banque en matière de gestion du capital vise à optimiser l'utilisation des fonds propres, tout en maintenant un niveau de capitalisation (ratio Core Tier one) cohérent avec la stratégie de développement de la banque,

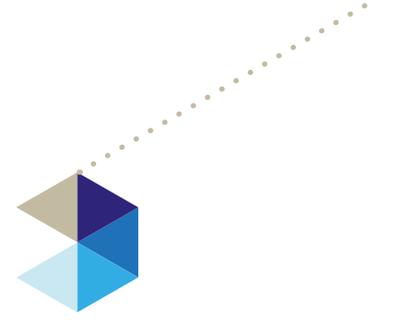
À cette fin, Socram Banque s'est dotée d'un processus interne d'évaluation de l'adéquation des fonds propres (Internal Capital Adequacy Assessment Process, ICAAP) lui permettant de répondre aux deux objectifs principaux suivants :

- ▶ Évaluer et conserver à moyen terme les fonds propres réglementaires appropriés pour couvrir l'ensemble des natures de risques auxquelles elle est exposée, aussi bien dans des conditions normales dites « centrées » que stressées. Ces conditions sont simulées via des scénarios de stress à fréquence régulière,
- ▶ Assurer en permanence sa capacité à se développer.



Ratio de levier

Le ratio de levier est de 14.53% au 31 décembre 2021. Seule l'évolution des masses bilanciées ainsi que le niveau des fonds propres réglementaires est responsable de l'évolution du ratio de levier.



Informations sur les actifs grevés et non grevés

● ACTIFS (NON) GREVÉS

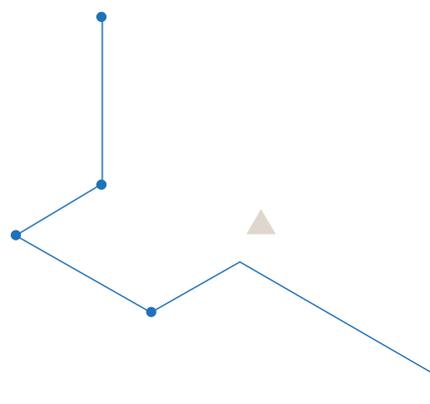
Un actif est considéré comme « grevé » s'il sert de garantie ou est utilisé dans le but de sécuriser, collatéraliser ou réhausser une transaction de laquelle il ne peut pas être séparé. Par opposition, est « non grevé », un actif exempt de toutes limitations d'ordre juridique, réglementaire ou contractuel limitant la capacité de l'établissement à disposer librement de cet actif.

À titre d'exemple, entrent dans la définition des actifs grevés, les types de contrats suivants :

- ▶ les actifs cédés aux véhicules de titrisation quand ces actifs n'ont pas été décomptabilisés par l'entreprise. Les actifs sous-jacents aux titrisations auto-souscrites ne sont pas considérés comme grevés, sauf si ces titres sont utilisés pour nantir ou garantir de quelque manière une autre transaction (financements auprès de la Banque Centrale par exemple),
- ▶ le collatéral destiné à réduire le risque de contrepartie sur instruments dérivés enregistrés en chambre de compensation ou négociés en bilatéral,

Au 31 décembre 2020, le montant total des actifs grevés sous forme de cession à un véhicule de titrisation ou d'apport en garantie s'élève à 39 M€.

Détail des actifs grevés	Montant en M€
Prêts cédés dans le cadre des opérations de titrisation initiées par la Banque	39
Comptes ouverts à la CDC dans le cadre de l'épargne réglementée	211



Politique et pratiques de rémunération

● GOUVERNANCE DE LA POLITIQUE DE RÉMUNÉRATION

Le Conseil d'administration a décidé lors de sa rencontre du 10 septembre 2015 la mise en place d'un Comité des rémunérations mis en place par le Conseil d'administration du 4 juillet 2008, bien que Socram Banque ne soit pas un établissement ayant une importance significative (article 109 et 95 de la CRD).

Les principes généraux de la politique de rémunération et de sa mise en œuvre sont inclus dans la Charte de Politique et d'Organisation Générale dont la dernière révision a été validée par le Conseil d'administration du 9 décembre 2021.

Les orientations de l'EBA relatives aux politiques de rémunération ont été intégrées dans la politique et dans le règlement intérieur du Comité des rémunérations.

Le Comité des rémunérations est composé de membres du Conseil d'administration. Un nouveau règlement intérieur a été validé par le Conseil d'administration du 8 décembre 2016.

Le Comité des rémunérations est chargé de :

- ▶ préparer les décisions que le Conseil d'administration arrête concernant les rémunérations, notamment celles qui ont une incidence sur le risque et la gestion des risques,
- ▶ procéder à un examen annuel :
 - des principes de la politique de rémunération,
 - des rémunérations, indemnités et avantages de toute nature accordés aux mandataires sociaux,
 - de la politique de rémunération des personnes mentionnées à l'article L511-13 du Code monétaire et financier, des preneurs de risques, des personnes exerçant une fonction de contrôle ainsi que tout salarié qui, au vu de ses revenus globaux, se trouve dans la même tranche de rémunération, dont les activités professionnelles ont une incidence significative sur le profil de risque de Socram Banque,
- ▶ superviser la rémunération du responsable de

la fonction de gestion des risques mentionné à l'article L511-64 et du Responsable de la conformité.

Le comité peut être assisté par les services du contrôle interne ou des experts extérieurs. Il rend régulièrement compte de ses travaux au Conseil d'administration.

Socram Banque intègre dans son rapport présenté à l'Assemblée générale annuelle, les informations relatives à la politique et aux pratiques de rémunération, conformément à l'article 266 de l'arrêté du 3 novembre 2014 modifié.

En dehors des missions décrites ci-dessus et à la demande du Conseil d'administration, le comité peut examiner tout sujet relevant de sa compétence.

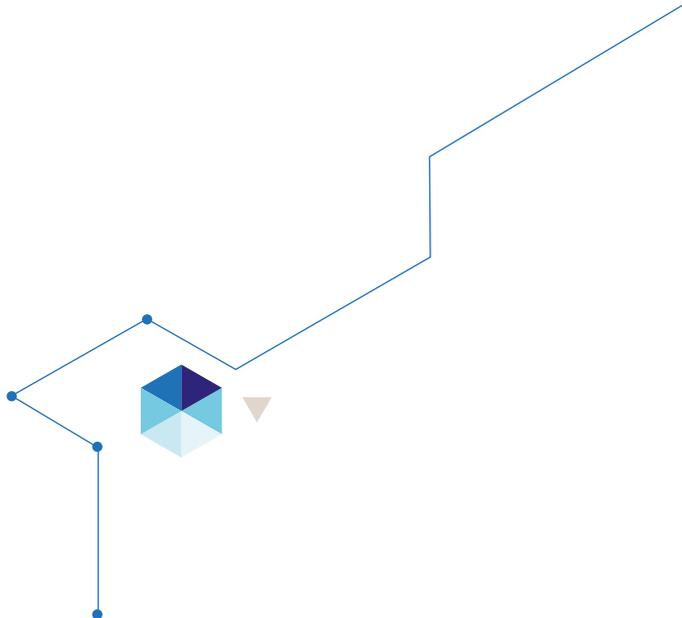
Par ailleurs, la mise en œuvre de la politique de rémunération fait l'objet, au moins une fois par an, d'une restitution au Comité d'audit et des risques, de son adéquation avec les objectifs de maîtrise des risques.

Le comité rapporte au Conseil d'administration qui est seul habilité à prendre les décisions entrant dans son champ de compétence et à en assumer la responsabilité. Il peut être saisi à tout moment par le Conseil d'administration d'une mission relevant de sa compétence.

Socram Banque n'est pas soumise aux dispositions des articles L. 511-81 à L. 511-82 du code monétaire et financier car son total bilan est inférieur à 10 milliards d'euros (article 199 de l'arrêté du 3 novembre 2014 modifié).

Conformément à l'article L511-71, Socram Banque a :

- ▶ identifié son personnel ayant une incidence significative sur les risques de l'entreprise,
- ▶ mis en place et en œuvre des règles de limitation, de différé et de diversification des instruments de paiement de la part variable des rémunérations de ces personnels dans le respect des intérêts à long terme de l'entreprise ou du groupe et sous réserve de ne pas limiter la capacité de l'entreprise à renforcer ses fonds propres.



Le comité s'est réuni 2 fois au cours de l'exercice 2021. Le Conseil d'administration a pris connaissance du rapport d'activité du Comité des rémunérations au cours de ses séances du 25 mars et du 9 décembre 2021. Les travaux menés par le comité au cours de l'exercice 2020 ont notamment porté sur les thèmes suivants :

- examen de l'enveloppe globale des rémunérations de toute nature versées en 2020 aux dirigeants et catégories de personnel visées par l'article L511-71 du code monétaire et financier,
- détermination des rémunérations variables des mandataires sociaux au titre de 2020,
- rémunérations fixe et variable des mandataires sociaux au titre de 2021 et de 2022.

● **PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES DE LA POLITIQUE DE RÉMUNÉRATION**

Socram Banque a défini une politique de rémunération responsable qui s'attache à porter ses valeurs dans le respect des parties prenantes : collaborateurs, clients et actionnaires. Elle a pour objectif la reconnaissance de la performance individuelle et collective dans la durée tout en limitant la prise de risque et en cohérence avec l'activité et la structure de Socram Banque.

La rémunération globale des collaborateurs de Socram Banque est constituée des éléments suivants

- la rémunération fixe,
- la rémunération variable collective versée au titre de la participation aux résultats et de l'accord d'intéressement,
- la rémunération variable individuelle pour les cadres de direction,
- les périphériques de rémunération (régime de retraite supplémentaire et de prévoyance santé).

Chaque collaborateur bénéficie de tout ou partie de ces éléments en fonction de ses responsabilités, de ses compétences et de sa performance.

Seuls les Dirigeants Effectifs et Directeurs sont éligibles à cette forme de rémunération. Compte tenu du plafonnement des rémunérations variables

individuelles et de leur caractère non significatif au regard de la taille et des activités de l'établissement :

- l'enveloppe accordée n'entrave pas la capacité de Socram Banque à renforcer ses fonds propres,
- le versement de la rémunération variable individuelle ne fait pas l'objet :
 - d'un différé sur plusieurs exercices,
 - d'une diversification des instruments de paiement,
 - d'un possible remboursement en fonction des agissements et comportements des personnes concernées ultérieurement au versement,
 - d'une rémunération variable garantie (article L 511-77 du Code monétaire et financier).

Les objectifs de la politique de rémunération déclinée par Socram Banque sont de :

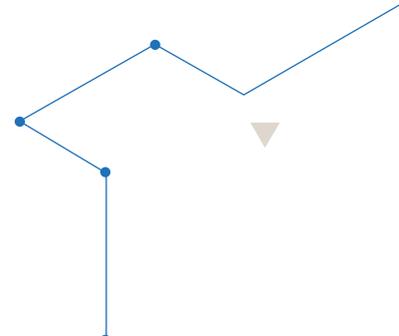
- promouvoir la performance, l'engagement, la compétence et l'efficacité,
- promouvoir la création de valeur,
- impliquer les collaborateurs pour atteindre les objectifs de l'entreprise,
- attirer les nouveaux collaborateurs et les fidéliser.

Annexes

ANNEXE 1 :

Fonds propres réglementaires (en euros)

		a	b	c	d	e
		T	T-1	T-2	T-3	T-4
Fonds propres disponibles (montants en K€)						
1	Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1)	230 866	231 119	230 891	230 992	229 514
2	Fonds propres de catégorie 1	0	0	0	0	0
3	Fonds propres totaux	230 866	231 119	230 891	230 992	229 514
Montants d'exposition pondérés (en K€)						
4	Montant total d'exposition au risque	1 064 382	1 081 282	1 085 846	1 084 663	1 087 860
Ratios de fonds propres (en pourcentage du montant d'exposition pondéré)						
5	Ratio de fonds propres de base de catégorie 1 (%)	21,69%	21,37%	21,26%	21,30%	21,10%
6	Ratio de fonds propres de catégorie 1 (%)	21,69%	21,37%	21,26%	21,30%	21,10%
7	Ratio de fonds propres totaux (%)	21,69%	21,37%	21,26%	21,30%	21,10%
EU 7a	Exigences de fonds propres supplémentaires pour faire face aux risques autres que le risque de levier excessif (%)	0	0	0	0	0
EU 7b	dont : à satisfaire avec des fonds propres CET1 (points de pourcentage)	0	0	0	0	0
EU 7c	dont : à satisfaire avec des fonds propres de catégorie 1 (points de pourcentage)	0	0	0	0	0
EU 7d	Exigences totales de fonds propres SREP (%)	8%	8%	8%	8%	8%
8	Coussin de conservation des fonds propres (%)	2,5%	2,5%	2,5%	2,5%	2,5%
EU 8a	Coussin de conservation découlant du risque macroprudentiel ou systémique constaté au niveau d'un État membre (%)	0	0	0	0	0
9	Coussin de fonds propres contracyclique spécifique à l'établissement (%)	0	0	0	0	0
EU 9a	Coussin pour le risque systémique (%)	0	0	0	0	0
10	Coussin pour les établissements d'importance systémique mondiale (%)	0	0	0	0	0
EU 10a	Coussin pour les autres établissements d'importance systémique (%)	0	0	0	0	0
11	Exigence globale de coussin (%)	2,5%	2,5%	2,5%	2,5%	2,5%
EU 11a	Exigences globales de fonds propres (%)	10,5%	10,5%	10,5%	10,5%	10,5%
12	Fonds propres CET1 disponibles après le respect des exigences totales de fonds propres SREP (%)	11,19%	10,87%	10,76%	10,80%	10,60%



		a	b	c	d	e
		T	T-1	T-2	T-3	T-4
Ratio de levier (montants en K€)						
13	Mesure de l'exposition totale	1 589 688	1 637 979	1 641 930 805	1 655 969	1 664 776
14	Ratio de levier (%)	14,52%	14,11%	14,05%	13,95%	13,79%

Exigences de fonds propres supplémentaires pour faire face au risque de levier excessif (en pourcentage de la mesure de l'exposition totale)						
EU 14a	Exigences de fonds propres supplémentaires pour faire face au risque de levier excessif (%)	0	0	0	0	0
EU 14b	dont: à satisfaire avec des fonds propres CET1 (points de pourcentage)	0	0	0	0	0
EU 14c	Exigences de ratio de levier SREP totales (%)	3%	3%	3%	3%	3%

Exigence de coussin lié au ratio de levier et exigence de ratio de levier globale (en pourcentage de la mesure de l'exposition totale)						
EU 14d	Exigence de coussin lié au ratio de levier (%)	0	0	0	0	0
EU 14e	Exigence de ratio de levier globale (%)	3%	3%	3%	3%	3%

Ratio de couverture des besoins de liquidité (Montants en K€)						
15	Actifs liquides de qualité élevée (HQLA) totaux (valeur pondérée -moyenne)	71 901	70 904	71 852	72 017	57 076
EU 16a	Sorties de trésorerie — Valeur pondérée totale	72 478	88 415	83 287	103 826	90 062
EU 16b	Entrées de trésorerie — Valeur pondérée totale	54 359	66 311	62 465	77 870	67 547
16	Sorties de trésorerie nettes totales (valeur ajustée)	18 120	22 104	20 822	25 957	22 515
17	Ratio de couverture des besoins de liquidité (%)	396,80%	320,78%	345,08%	277,45%	253,50%

Ratio de financement stable net (Montants en K€)						
18	Financement stable disponible total	1 431 643	1 459 864	1 447 856	1 401 262	1 372 026
19	Financement stable requis total	1 138 640	1 153 997	1 159 389	1 147 035	1 157 467
20	Ratio NSFR (%)	125,73%	126,51%	124,88%	122,16%	118,54%



S.A. AU CAPITAL DE 70 000 000 € - RCS NIORT 682 014 865
SIÈGE SOCIAL : 2 RUE DU 24 FÉVRIER
CS 90 000 - 79092 NIORT CEDEX 9

TÉL : 05 49 77 49 77 - FAX : 05 49 09 09 01
www.socram-banque.fr